Lycéen·nes mobilisé·es, et réprimé·es :
tou·tes à leurs côtés le 6 octobre !

Depuis jeudi dernier, le mouvement lycéen prend de l'ampleur et de nombreux lycées sont mobilisés partout en France. En Alsace comme ailleurs, les élèves font face à une répression inouïe de la part des forces de l'ordre. Le gouvernement a décidé de réprimer leur contestation dans la violence : charges, matraquages, gazages, tirs de LBD, le plus souvent sans sommation, interpellations violentes avec placage ventral ou clef de bras. Au 1er octobre, ce sont 1793 jeunes qui ont subi des gardes à vue… Tout est bon pour terroriser les lycéen·nes et écraser le plus rapidement possible le mouvement.

Leurs revendications sont claires : augmentation des moyens, rénovation du bâti scolaire, allègement des classes, lutte contre les discriminations (notamment racistes et sexistes), fin de Parcoursup, et réorganisation des emplois du temps rendus inhumains par la réforme Blanquer. Pourtant le ministère n'entend pas répondre aux revendications des lycéen·nes qui rejoignent d'ailleurs celles des personnels. En Conseil supérieur de l'éducation, il apporte tout son soutien aux chef·fes d'établissement et aux enseignant·es qui ont dû faire face à des violences, mais invisibilise celles subies par les élèves. Le mouvement des lycéen·nes est la conséquence d'une politique d'austérité qui dure depuis trop longtemps et contre laquelle les personnels n'ont eu de cesse de se mobiliser ces dernières années, et notamment tout dernièrement le 29 septembre. Les seules réponses apportées ne sont que des diversions, comme la mise en place d'une "plateforme" de concertation ou encore, plus grossièrement, le retrait des frais d'inscription en BTS prévus dans le projet de budget 2027.

La violence exercée contre les lycéen·nes est inadmissible et nos organisations dénoncent la politique répressive de Nuñez qui touche particulièrement les élèves des quartiers populaires. Ces violences policières face à un mouvement lycéen nous rappellent que les populations des quartiers populaires sont déjà plus contrôlées par la police au quotidien et davantage soumises à ces violences depuis longtemps. Rappelons les faits, « les jeunes hommes noirs et arabes ont 20 fois plus de chances d'être contrôlés par la police et vivent des relations plus dégradées avec les forces de l'ordre » selon un rapport de la Défenseure des droits. De plus, on relève de nombreuses humiliations sexistes à l'encontre des lycéennes.
Les étudiant·es ont rejoint le mouvement et plusieurs universités sont également mobilisées, s'associant aux revendications lycéennes et réclamant davantage de moyens.

• nos organisations syndicales et associations de parents d'élèves appellent tous les personnels à se mobiliser aux côtés des élèves par la grève et les manifestations, notamment lors de l'appel du 6 octobre porté par les organisations lycéennes et étudiantes.

• nos organisations syndicales et associations de parents d'élèves appellent également tous les personnels à refuser les cours en distanciel pour soutenir le mouvement lycéen.

MANIFESTATION A MULHOUSE
AVEC PRISES DE PAROLE DES LYCEEN.NES ET DES ETUDIANT.ES

Départ : Square de la Bourse, 14h